

Maurice Duverger : Une introduction à la politique (1)

Les étudiants en droit devront beaucoup à Maurice Duverger. Le célèbre manuel de " Droit constitutionnel et Institutions politiques " s'assignait l'ambition de " faire passer l'étude de l'Etat et des constitutions de l'âge métaphysique à l'âge positif ". Une de ces préfaces virulentes et démystificatrices qui ont donné, mérite peu commun, à beaucoup d'étudiants le goût de lire, et avec passion, des ouvrages juridiques, affirmait que les institutions politiques et constitutionnelles font l'objet d'une lutte constante dont elles sont à la fois les moyens et les enjeux, que les notions d' " état défenseur de l'intérêt général ", de " gouvernement incarnant la volonté nationale ", correspondent parfois à la réalité, mais sont le plus souvent au moins en partie, un moyen de dissimulation et de justification de la domination de certains groupes sur d'autres. Ces réalités fondamentales, la tradition des juristes les avait escamotées à un tel degré qu'on pouvait accuser les professeurs de Droit d'avoir dans une certaine mesure prêté la main à cette mystification fondamentale qui défie l'état et les gouvernants qui l'incarnent, entraînés par leur goût de l'abstraction et la subtilité de leur raisonnement. Enfin l'accent était mis sur les réalités essentielles des régimes politiques ; les partis par exemple, sur lesquels M. Duverger venait, pour la première fois en France, d'attirer l'attention.

Plus tard " Méthodes de la science politique " fournissait aux étudiants un véritable manuel d'initiation aux techniques des sciences sociales en général. Abordant la science politique par le biais des méthodes, M. Duverger souhaitait lui " éviter l'enlèvement dans le marais des généralités de la philosophie politique " et l'assimilation aux considérations journalistiques sur la politique ; à quoi la réduisaient, par ignorance, les esprits confus et bavards ; et par hypocrisie parfois, nombre de juristes, pour mieux l'accabler ensuite de leur dédain, triomphe douteux évidemment, et trop facile. L'ironique formule de Destutt de Tracy, que M. Duverger plaçait en exergue, avertissait pourtant que « les sciences idéologiques, morales et politiques sont des sciences comme les autres ; à la différence près que ceux qui ne les ont point étudiées sont persuadés de si bonne foi de les savoir, qu'ils se croient en état d'en décider ».

Plus loin M. Duverger rappelait l'importante recommandation de Durkheim « la vie sociale doit s'expliquer, non par la conception que s'en font ceux qui y participent, mais par des causes profondes qui échappent à la conscience ».

*
**

Longtemps attendu dans la collection des manuels Thémis, " Introduction à la politique " paraît en livre de poche, cadre moins rigide, plus propice à l'innovation. A la fois esquisse de théorie générale, visant à intégrer, les éléments de la vieille cosmogonie classique héritée des grecs et la théorie marxiste. Cette confrontation et ce dialogue fécond nourrissent tout l'ouvrage qui suggère la lente évolution rapprochant les régimes politiques de l'URSS et des démocraties populaires et ceux des USA et de l'Europe Occidentale, par un double mouvement de libéralisation à l'Est et de socialisation à l'Ouest. M. Duverger aboutit ainsi à la prise de position la plus nette et la plus élocuente en faveur d'un socialisme démocratique. En Occident selon lui, le capitalisme n'aurait plus qu'une " légitimité négative " : on croit de moins en moins à ses principes de base, on préfère encore la société que ces principes engendrent, parce que la dictature communiste est la seule forme de socialisme qui « jusqu'ici fonctionné ».

Première approche de ce genre paraissant en français, " Introduction à la politique ", semble à mi-chemin entre une science politique plus ou moins assimilée à la sociologie politique et la notion anglaise d'une " politics ", sujet, champ de recherches exploré par plusieurs disciplines (psychologie, histoire, géographie, démographie, etc) ne s'intéressant que partiellement à lui.

C'est cette dernière conception qui paraît présider à la première partie d'Introduction à la politique, que M. Duverger a intitulée : les facteurs de la lutte. Série de courts chapitres sur les facteurs biologiques, psychologiques, démographiques, socio-économiques et culturels du combat politique ; esquissant les rapports entre la politique et les autres aspects de la vie sociale.

La première conception par contre inspire la partie centrale de l'ouvrage : les formes du combat, qui traite de la politique en elle-même, des institutions qui la concernent directement. Très important à cet égard est le cadre culturel ; c'est-à-dire l'ensemble des techniques, des institutions, des comportements, des genres

de vie, des habitudes, des représentations collectives, des croyances, des valeurs qui caractérisent une société donnée. Les deux notions fondamentales d'histoire et de nation se trouvent à la base de ce concept de culture. Histoire, parce que c'est la singularité du développement historique d'un peuple, ou d'un ensemble de peuples qui fait les civilisations et les nations. Frontières des cultures et celles des nations coïncident en gros ; les nations restant encore les ensembles culturels les mieux définis, si on met à part un certain nombre de nations du Tiers Monde, spécialement africaines, nations en formation ou " quasi nations ", dont la consolidation reste la tâche primordiale. Ces nations venues à l'existence dans le cadre des artificielles frontières coloniales ont souvent dissocié des ensembles culturels provenant d'empires anciens et prestigieux ; et rassemblé au contraire, des ethnies et des tribus que l'histoire avait séparées et qui restent souvent les cadres culturels et politiques fondamentaux.

D'autres " cadres du combat " conditionnent plus directement l'affrontement politique : les régimes politiques dont M. Duverger rappelle la typologie, de Platon et Aristote aux régimes d'aujourd'hui pluralistes ou démocratiques d'une part, unitaires ou autocratiques d'autre part.

La présentation de la théorie marxiste l'amène ensuite à discuter la typologie marxiste des régimes politiques en soulignant cependant très nettement l'importance des structures économiques et sociales.

Mais c'est pour remarquer que la liaison entre régime de propriété privée et régime politique pluraliste n'est pas plus décisive que la liaison entre économie socialiste et régime unitaire. Il n'est pas exclu que le caractère totalitaire et l'absence de pluralisme tiennent à la situation révolutionnaire et n'aient donc qu'un caractère provisoire. La corrélation entre les régimes politiques et les niveaux de développement technique et économique semble aussi forte, sinon plus forte que celle entre régimes politiques et systèmes de propriété des moyens de production. La démocratie pluraliste correspond à un degré élevé d'industrialisation. Le caractère autocratique et unitaire des régimes communistes ne tient pas seulement à la concentration du pouvoir économique et du pouvoir politique, mais aussi au caractère sous développé ou semi développé de tous les pays où ils se sont établis.

Comme Raymond ARON, M. Duverger pense qu'il est possible qu'un jour la distinction fondamentale ne soit plus celle entre régimes communistes et régimes capitalistes, mais celle entre nations industrialisées et nanties et nations sous développées et prolétaires.

Remarque importante concernant les pays sous développés : le rythme de développement importe autant que son niveau. En brisant les cadres sociaux et traditionnels, et en provoquant des contradictions et des conflits, les tentatives de développement accéléré rendent plus difficile encore le fonctionnement de démocraties pluralistes. Dans l'histoire les épidémies de dictature correspondent aux époques de transformation rapide, la violence sert alors, soit à accélérer la mutation, à précipiter le progrès, soit à maintenir l'ordre traditionnel, à freiner l'évolution.

Ces phénomènes se produisent aux différents niveaux de développement. Les crises de la colonisation et de la décolonisation ont montré l'importance de cette distinction que M. Duverger établit entre sociétés stables et sociétés en évolution accélérée. Opposition souvent plus éclairante et féconde que celle qui demeure primordiale, entre sociétés développées et sociétés sous développées ; ce qui explique qu'on a pu rencontrer dans des sociétés peu développées mais stables, des expériences de démocratie pluraliste et M. Duverger cite la Djémaa kabyle et la Palabre africaine, où une culture traditionnelle orale assurait un niveau intellectuel général élevé, malgré l'absence de diffusion de l'écriture et de la lecture.

De substantiels développements sont naturellement consacrés aux partis politiques ; à ce sujet les thèses de M. Duverger sont bien connues ; signalons seulement quelques réflexions intéressantes pour l'étude des partis politiques dans les pays sous développés. Souvent les dirigeants des partis de masse forment un groupe nettement distinct du reste des adhérents et militants, le cercle intérieur des dirigeants ressemble un peu à un parti de cadres immergé au sein d'une organisation de masse. La distance sociale étant très grande entre les membres du cercle intérieur et la foule des partisans, la structure des partis reflète ainsi la structure sociale de ces pays au stade actuel de leur évolution.

D'autre part l'encadrement politique moderne se superpose à des types traditionnels d'encadrement, sans les supprimer complètement, au contraire, souvent il tire d'eux sa force principale ; les fraternités tribales, les appartenances religieuses servent de base à l'adhésion à tel ou tel parti.

Signalons aussi, la référence insolite mais pertinente à la théorie des élites de Pareto ; élites en lutte contre la masse pour accéder à une situation dirigeante, se heurtant à la tendance aux élites en place à se constituer en oligarchies. L'actualité d'un tel propos en Afrique au sud du Sahara est patente. La séparation en classes sociales est bien souvent encore indécise ; mais la coupure entre l'élite et les masses est bien certaine : Georges Balandier (1) parlait récemment du décalage et de la rivalité existant entre les trois générations-clefs que le problème du pouvoir concerne ;

- la génération des détenteurs du pouvoir, actuelle classe (ou caste ?) dirigeante.
- celle des "prétendants" qui aspirent à la charge du gouvernement au nom de la compétence acquise dans les universités ou dans de grands établissements techniques des pays occidentaux.
- enfin celle des étudiants, qui a la passion des idées et de la critique sans concession.

La troisième partie d' "Introduction à la politique", plus spéculative et philosophique, rejoint les développements du chapitre initial sur "la politique ou la double face de Janus" : "depuis que les hommes réfléchissent à la politique, ils oscillent entre deux interprétations diamétralement opposées ; pour les uns la politique est essentiellement une lutte, un combat, le pouvoir permettant aux individus, aux groupes qui le détiennent d'assurer leur domination sur les sociétés et d'en tirer profit. Pour les autres, la politique est un effort pour faire régner l'ordre et la justice, le pouvoir assurant l'intérêt général et le bien commun contre la pression des intérêts particuliers"; telle est la contradiction centrale sur laquelle M. Duverger fonde son essai.

En somme une sociologie telle que la conçoit Raymond Aron (2) sociologie qui "s'efforce de donner aux problèmes posés par la philosophie politique une formulation précise et des réponses possibles..... si la sociologie cesse d'être inspirée par des questions de portée philosophique elle risque de se perdre dans des études de détail dont la rigueur même ne suffirait pas à assurer l'intérêt".

De longs développements sur la théorie et la pratique de l'intégration font, avec plaisir, retrouver le moraliste virulent des préfaces des manuels de Droit constitutionnel, ou de Méthodes des sciences sociales : "La formule de Machiavel est encore vraie hélas : gouverner c'est faire croire".

Cette intégration bien souvent illusoire, "l'état moderne est trop souvent l'héritier des formes primitives du pouvoir fondé sur la magie et la religion. Les juristes prêtent la main à cette mystification, le plus souvent de façon inconsciente.... ils disent que la loi est l'expression de la volonté générale.... que les juges rendent la justice, alors qu'ils expriment leur conception de la justice laquelle reflète évidemment leur appartenance sociale, leur éducation, leurs passions. Le droit est l'un des grands moyens de dissimulation du pouvoir."

Il paraît cependant probable que les luttes politiques diminuant, l'intégration s'accroîtra. Mais il reste douteux qu'elle se poursuive jusqu'à son aboutissement, comme le prétendent à la fois la théorie marxiste de la phase supérieure du communisme et la théorie occidentale de la société d'abondance car il apparaît clairement que l'antagonisme, entre gouvernants et gouvernés, entre pouvoir et citoyens paraît s'aggraver au lieu de s'atténuer ; pour ne pas parler des conflits entre les impératifs sociaux et les désirs humains, entre principe de réalité et principe de plaisir, qu'évoque Herbert Marcuse (3). Le problème de l'aliénation reste plus que jamais à l'ordre du jour. Ce qui amène M. Duverger à expliquer pourquoi le problème de la liberté tend à revenir au centre de la politique, comme il l'était pour les libéraux du XIX^{ème} siècle.

Les marxistes ont déjà répondu que ces libertés politiques réelles, pour une bourgeoisie qui avait les moyens de les exercer, restaient formelles pour le prolétariat ; la lutte des classes exprimant l'antagonisme fondamental. Mais

(1) Georges Balandier "Crises et mutations en Afrique" Monde Diplomatique Mars 1964.

(2) Raymond Aron « 18 leçons sur les sociétés industrielles » Gallimard Idées.

(3) Herbert Marcuse "Le marxisme soviétique" - Gallimard - Idée.

s'il est vrai que dans la future société de consommation les conflits resteront importants entre les individus et les groupes, et que les classes tendront, sans doute, toujours à renaître sous diverses formes, il reste probable que ces antagonismes deviendront secondaires par rapport à celui qui oppose les citoyens au pouvoir. Tout en développant l'abondance, et en diminuant ainsi les antagonismes nés de la pénurie, les progrès techniques accroissent la puissance du pouvoir et sa capacité d'opprimer les hommes, la liberté retrouve ainsi son sens original ; les libertés sont des résistances "sous la forme d'un combat pour la liberté, la lutte politique n'a pas de fin prévisible".

M. Duverger traite ensuite de l'autre contradiction majeure : au moment où le prolétariat disparaît dans les sociétés occidentales, l'antagonisme grandit entre les nations riches et les nations prolétaires. M. Duverger est à cet égard pessimiste : la démocratie ne peut guère fonctionner dans les pays sous développés qui sont condamnés à des régimes autoritaires. L'assistance technique n'est qu'un mirage et par son essence le capitalisme, dont M. Duverger condamne nettement et de la plus remarquable manière le principe même, s'oppose à une véritable assistance internationale pour aider les pays sous développés, dont l'accroissement démographique rend souvent la situation explosive. Remarquant que chrétiens, nationalistes et communistes s'accordent pour critiquer les thèses malthusiennes et s'opposer au contrôle des naissances, M. Duverger est un des rares en France, avec René Dumont, à préconiser le recours à des mesures anticonceptionnelles draconiennes.

Aucune hypothèse d'ensemble ne peut être formulée quant au futur des nations sous développées. Seuls quelques points paraissent acquis ; le Tiers Monde ne pourra pas se moderniser par la vie capitaliste. Ces pays ne disposent pas du capital intérieur suffisant ; les capitaux étrangers ne s'investissent que s'ils y trouvent avantage. L'établissement direct d'une société socialiste réellement démocratique paraît également exclu, le choix se limite finalement au degré d'autorité et à la forme du socialisme. M. Duverger précise qu'il n'est pas sûr que la voie la plus brutale soit la plus efficace, le modèle chinois demeure contestable à cet égard ; mais il n'existe pour l'instant aucun autre modèle.

M. Duverger n'a certes pas écrit une Introduction à la politique dans les pays sous développés. Il n'utilise évidemment que les outils conceptuels forgés par les occidentaux, marxistes compris ; pour l'étude des sociétés industrielles, il n'envisage donc le Tiers monde que par rapport à ces sociétés et à leur évolution. Mais d'utiles hypothèses de travail peuvent être tirées de ces analyses, qui permettront ensuite le réexamen des concepts occidentaux et marxistes dans des perspectives plus larges et plus nouvelles. Introduction à la politique, est quoi qu'il en soit, d'une singulière richesse.

Chaque étudiant devrait non seulement lire cet ouvrage ; mais encore, en posséder parfaitement la substance. Entreprise rigoureuse, une lecture trop hâtive lui en dissimulerait facilement la difficulté, étant donné le caractère familier, l'emploi, habituel et allusif, de notions telles que "société industrielle", "socialisation" etc... Mais sans doute l'avertissement qui ouvre "Introduction à la politique" aura attiré l'attention du lecteur "les citoyens des démocraties d'aujourd'hui sont écartelés entre les problèmes politiques particuliers qu'ils ne parviennent pas à situer dans un ensemble, l'abondance des informations sur toutes les questions, allant de pair avec une absence quasi complète de vue générale qui seule permettrait de comprendre l'importance et la signification de chacune". Il en résulte les menaces toujours aggravées de la démagogie, de l'incohérence, et du verbalisme ; du n'importe quoi et de là peu près.

L'entreprise de M. Duverger était donc urgente. L'effort de systématisation et de cohérence, de constant partage entre le principal et l'accessoire, est le mérite premier de sa tentative. Cette vision totalisante est rondée non pas sur la sociologie ou l'histoire, mais sur le primat de l'ordre politique lui-même, dont l'autonomie par rapport aux structures socio-économiques est clairement soulignée, ainsi que son caractère privilégié comme facteur explicatif dans la causalité sociale.

Raymond LAFFARGUE.